

PICUM INFORMATIONS TRIMESTRIELLES Janvier - Mars 2015

FRONTIÈRES

NATIONS UNIES

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

SOINS DE SANTÉ

EMPLOIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

FEMMES SANS-PAPIERS

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

DÉTENTION ET EXPULSION

PUBLICATIONS ET DOCUMENTATIONS

FRONTIÈRES

MÉDITERRANÉE / Plus de 1 000 migrants sauvés en quelques jours, des centaines ont trouvé la mort

Les garde-côtes et la marine italienne, ainsi que plusieurs cargos, ont sauvés plus de 1000 migrants d'embarcations légères en Méditerranée pendant plusieurs opérations les 3 et 4 Mars 2015. Les migrants ont été secourus à environ 80 km au nord de la Libye. Les garde-côtes Italiens ont également indiqué qu'ils ont récupéré les corps de 10 migrants décédés. L'incident suit la noyade d'au moins 300 migrants le 7 Février 2015, après que leurs embarcations en provenance de la Libye aient coulé en Méditerranée (voir le [Bulletin PICUM](#) du 18 Février 2015). De nombreuses organisations de la société civile ont lancé un appel pour d'avantage d'efforts de sauvetage.

Source: [The Guardian](#), 4 Mars 2015

ESPAGNE / Les migrants continuent d'essayer de franchir les palissades de la frontière un an après un accident qui a fait 15 morts

Un groupe d'environ 50 migrants sub-sahariens a essayé d'escalader les palissades de l'enclave Espagnole d'Afrique du Nord de Ceuta le 3 Février 2015 : un seul d'entre eux a réussi à atteindre l'enclave. Le reste du groupe a été bloqué par les gardes-frontières Marocains. Au même moment les associations de défense des droits des migrants commémoraient le décès de 15 migrants qui ont essayé d'atteindre la côte de Ceuta l'année dernière, le 5 Février 2014. Des membres de la Garde Civile espagnole avaient alors ouvert le feu avec des lanceurs de balles de défense et utilisé du gaz lacrymogène pour empêcher 200 migrants sub-sahariens de traverser la frontière, entraînant la mort de 15 d'entre eux. 16 gardes furent accusés d'homicide par imprudence.

Source: [El País](#), 4 Février 2015; [Human Rights Watch](#), 4 Février 2015; [Cadena Ser](#), 11 Février 2015

NATIONS UNIS

HCDH / L'Europe doit se construire sur une ouverture et une mobilité régulées

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme des migrants, François Crépeau, s'est rendu à Bruxelles du 2 au 5 Février 2015 dans le cadre du suivi de son étude sur la gestion des frontières extérieures de l'Union européenne publié en 2013. Dans sa déclaration de fin de mission publiée le 5 Février 2015, le Rapporteur spécial incite l'UE à établir des voies migratoires régulières au lieu de se concentrer sur des politiques répressives. Le Rapporteur spécial a également noté la nécessité d'assurer l'accès à la justice pour tous les migrants. Au cours de sa visite à Bruxelles François Crépeau a rencontré une série de fonctionnaires européens chargés de la gestion des frontières, ainsi que des représentants des Etats membres de l'UE, des organisations internationales et des organisations de la société civile, pour discuter de la gestion des frontières de l'UE. Pour voir la déclaration complète (en Anglais), cliquez [ici](#).

HCDH / RAPPORT / Les droits économiques, sociaux et culturels des migrants irréguliers

Le Bureau des Nations Unies du Haut-Commissaire aux droits de l'homme (HCDH) a publié un nouveau rapport intitulé "Les droits économiques, sociaux et culturels des migrants en situation irrégulière". Le rapport affirme le droit des migrants en situation irrégulière aux soins de santé, à l'éducation, à un niveau de vie suffisant, à la sécurité sociale et à des conditions de travail équitables. Le rapport définit également les obstacles juridiques et pratiques qui empêchent les migrants en situation irrégulière de jouir de leurs droits dans chacun de ces domaines et souligne l'importance de ne pas étiqueter les migrants sans-papiers comme «illégaux» en raison de leur statut migratoire. Pour télécharger le rapport, veuillez cliquer [ici](#) (en Anglais).

ONU / Rapporteur spécial: La détention est inextricablement liée à la maltraitance des enfants

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, Juan E. Méndez, a exhorté les Etats à respecter le meilleur intérêt de l'enfant en adoptant des alternatives à la détention des enfants à l'occasion de la présentation de son nouveau rapport au Conseil des droits de l'homme. Il a recommandé que les Etats mettent rapidement et complètement fin à la détention des enfants, avec ou sans leurs parents, en raison de leur statut d'immigration. La 28ème session ordinaire du Conseil de droits de l'homme des Nations Unies a eu lieu du 2 au 27 Mars 2015 à Genève. Pour consulter le rapport (A/HRC/28/68) du Rapporteur spécial, cliquez [ici](#) (en Anglais).

Source: [HCDH, Communiqué de Presse](#), 10 Mars 2015

ONU / La Suisse fortement encouragée à faire plus pour respecter ses obligations juridique envers les enfants sans-papiers

Le Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant a publié ses «[observations finales](#)» et recommandations pour la Suisse dans le cadre de la procédure de compte-rendu régulier sur la façon dont la Convention relative aux droits de l'enfant est mis en œuvre dans chacun des États parties. Les recommandations comprennent le développement de politiques et de programmes visant à prévenir l'exclusion sociale et la discrimination des enfants sans-papiers. La Suisse a été l'un des États examinés lors de la 68e session du Comité 12-30 Janvier 2015. Lisez les observations finales [ici](#).

DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

CONSEIL DE L'EUROPE / Rapport sur les droits humains des migrants, demandeurs d'asile et réfugiés en France

Nils Muižnieks, Commissaire des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, a publié un rapport le 17 janvier 2015 suite à sa visite en France du 22 au 26 septembre 2014. Le rapport aborde les thèmes de la lutte contre l'intolérance et l'extrémisme, et aussi les droits humains du peuple Rom et des migrants, des demandeurs d'asile et des réfugiés en France. Monsieur Muižnieks exprime ses inquiétudes quant à la situation à Calais, où vivent actuellement environ 2,500 migrants sans papiers, et appelle les autorités à trouver des solutions plus durables. Le Commissaire s'est également dit très préoccupé par la situation des enfants sans papiers et appelle à mettre fin à la détention des enfants. Pour lire le rapport complet, cliquez [ici](#). Le 20 janvier 2015, Human Rights Watch

(HRW) a également abordé la situation à Calais dans un [communiqué](#) dénonçant l'absence de logement et la violence policière à l'encontre des migrants.

CONSEIL DE L'EUROPE / RAPPORT / Racisme et discours haineux en Grèce

Dans son [cinquième rapport sur la Grèce](#), publié le 24 février 2015, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe a souligné que, malgré l'adoption d'une nouvelle loi contre la discrimination en 2014, le racisme, la xénophobie et la violence contre les migrants ont continué d'augmenter dans le pays au cours de l'année. L'ECRI recommande aux autorités nationales de créer un groupe de travail afin de développer une stratégie pour lutter contre le racisme et la xénophobie, en coopération avec la société civile, le médiateur et la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Le rapport complet, publié suite à la [visite d'ECRI en Grèce](#) en mars 2014, est disponible [ici](#).

Source: [Conseil de l'Europe, Communiqué de presse](#) 24 février 2015

CONSEIL DE L'EUROPE / RAPPORT / Contrôle d'une Opération de Retour Conjoint par voie aérienne de Frontex

Le Comité européen pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a publié un [rapport](#) sur sa première mission de contrôle d'une Opération Frontex de Retour Conjoint par voie aérienne sur le vol de Rotterdam, Pays-Bas, à destination de Lagos, Nigeria. La mission de contrôle a eu lieu du 16 au 18 octobre 2013. Le rapport, publié le 5 février 2015, souligne que les opérations d'expulsion de migrants par voie aérienne peuvent comporter le risque de traitements inhumains ou dégradants. Le CPT a remarqué une utilisation excessive de force physique durant certaines étapes de la procédure. Le Comité recommande, entre autres, de procéder à une évaluation individuelle des risques afin de justifier l'utilisation de la force physique et que les professionnels de la santé soient munis d'équipement d'urgence sur les vols de retour.

Source: [ECRE](#), 13 février 2015

COMMISSION EUROPEENNE/ Présentation d'éléments importants du prochain Agenda Européen sur la Migration

Le 4 mars 2015, le premier Vice-Président de la Commission Européenne, Frans Timmermans, conjointement avec le Commissaire européen de la Migration et des Affaires Intérieures, Dimitris Avramopoulos, a présenté les principales priorités du travail de la Commission Européenne pour l'Agenda sur la Migration. Pour la première fois, la migration devient une priorité explicite de la Commission Européenne, comme cela avait été annoncé dans les orientations politiques du Président de la Commission Européenne, Jean-Claude Juncker, dénommées '[Un Nouveau Départ pour l'Europe](#)' (A New Start for Europe). Quatre priorités ont été annoncées: l'amélioration du fonctionnement du système d'asile, la protection des frontières de l'UE principalement par le renforcement des opérations de Frontex, la lutte contre l'immigration irrégulière en ciblant les réseaux de la traite des êtres humains et les passeurs, et l'amélioration de la migration de travail. Le nouvel Agenda sur la Migration sera probablement publié en mai 2015. Une vidéo de la conférence de presse est disponible [ici](#).

Source: [Communiqué de Presse de la Commission UE](#), 4 mars 2015

COMMISSION EUROPEENNE/ L'opération Triton de Frontex va être prolongée et l'Italie obtient un soutien financier

La Commission Européenne a décidé d'augmenter l'aide financière de l'Italie pour faire face à l'arrivée d'un grand nombre de migrants en Méditerranée. La Commission Européenne a accordé à l'Italie 13.7 millions d'euros de fonds d'urgence en provenance du Fonds Asile, Migration et Intégration (Asylum, Migration and Integration Fund, AMIF) et a annoncé, le 19 février 2015, que l'Opération Conjointe Triton de Frontex sera prolongée au moins jusqu'à la fin de 2015.

Sources: [Farnesina](#), 25 février 2015; [Communiqué de Presse de la Commission Européenne](#), 19 février 2015.

COMMISSION EUROPEENNE/ Fiche technique sur le trafic des migrants dans l'Union européenne

La Commission Européenne a publié, le 13 janvier 2015, une [fiche technique](#) résumant les questions et les chiffres clés concernant le trafic des migrants dans l'Union européenne. Tout en soulignant les différences entre la traite des êtres humains et le trafic des migrants, la Commission Européenne énumère une liste de mesures qui ont pour objectif de lutter contre le trafic des migrants dans le cadre juridique actuel de l'UE et remarque

que l'assistance aux migrants qui ont besoin de protection doit être assurée. Basée sur les [données recueillies par Frontex jusqu'à janvier 2015](#), la fiche technique souligne que plus de 276 000 migrants sont entrés de façon irrégulière dans l'UE en 2014, ce qui représente une augmentation de 155% par rapport aux chiffres officiels de 2013.

Sources: Commission Européenne, Fiche technique, [MEMO/15/3261](#); [EU Observer](#), 6 janvier 2015

PARLEMENT EUROPEEN / Nouvel intergroupe pour intégrer les droits des enfants dans le cadre des travaux du Parlement Européen

Un nouvel intergroupe consacré aux droits des enfants a été approuvé en décembre 2014 pour la législature en cours (2014-2019). Les intergroupes sont des structures informelles au sein du Parlement Européen visant à favoriser les échanges entre les membres du Parlement Européen et la société civile sur des sujets spécifiques. Ce nouvel intergroupe a pour objectif de promouvoir les droits des enfants et d'assurer que les meilleurs intérêts de l'enfant soient pris en compte tant dans les activités externes qu'internes de l'UE. Le groupe peut jouer un rôle clé dans l'intégration des droits de l'enfant dans le travail du Parlement Européen. La création de ce groupe est le fruit des efforts de plaidoyer du « Child Rights Action Group » et de son Manifeste sur les droits de l'enfant ([Child Rights Manifesto](#)).

Source: [Eurochild - eNews Bulletin](#), décembre 2014

CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE / Proposition d'harmonisation de la législation relative aux sanctions pour séjour irrégulier

La Présidence lettone du Conseil de l'UE a proposé d'analyser les statistiques des Etats membres sur les cas de migrants qui avaient auparavant un visa ou un permis de séjour et qui continuent de séjourner de façon irrégulière dans le pays après expiration de ces documents. L'objectif est d'harmoniser la législation dans ce domaine, notamment en prévoyant des sanctions imposées au niveau européen. La Présidence utilisera les données recueillies dans le cadre des opérations policières conjointes "Mos Maiorum", "Perkunas" et "Mitras", les données recueillies par Frontex, les [résultats du Projet CLANDESTINO](#), et enverra également aux Etats membres un bref questionnaire sur la situation au niveau national afin de récolter des informations concernant les migrants sans papiers qui séjournent dans les Etats membres. La proposition de la Présidence lettone est disponible sur le [site Statewatch](#).

Source: [Statewatch News Online](#), février 2015.

UE / Plus de 19,000 migrants arrêtés pendant l'opération policière conjointe Mos Maiorum

19,234 migrants sans papiers ont été arrêtés (9,890 aux frontières extérieures de l'UE et 9,344 au sein du territoire de l'UE) pendant l'opération policière conjointe 'Mos Maiorum', qui a eu lieu dans toute l'Union européenne du 13 au 26 octobre 2014. Cette opération a été proposée par la Présidence italienne du Conseil de l'UE en juillet 2014 et a été menée par tous les Etats membres, à l'exception de la Croatie, de la Grèce et de l'Irlande. Frontex et Europol ont fourni une assistance technique et d'analyse. L'opération a également permis d'arrêter 257 personnes qui auraient « facilité » la migration irrégulière.

Source: [Statewatch](#), 23 janvier 2014

UE / Première réunion du Forum européen sur la migration

La première réunion du nouveau Forum européen sur la migration a eu lieu les 26 et 27 janvier 2015 à Bruxelles et s'est concentrée sur les flux migratoires en Méditerranée, notamment sur le trafic des êtres humains. Le Forum européen sur la migration est une initiative du Comité économique et social européen et de la Commission européenne et il remplace le Forum européen sur l'intégration afin d'assurer une plateforme de dialogue plus vaste avec les organisations de la société civile et les autorités locales et régionales dans le cadre de l'agenda de l'UE sur la migration, l'asile et l'intégration. Kadri Soova, Chargée de Plaidoyer de PICUM, et Yonus Mohammadi du Forum Grec pour les Réfugiés ont été élus en tant que nouveaux représentants de la société civile au sein du Bureau du Forum. Pour plus d'informations sur le Forum européen sur la migration, cliquez [ici](#).

Source: [Migrant's Rights Network](#), 2 février 2015

COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME / Les survivant du naufrage du Farmakonisi portent plainte

En janvier 2014, un bateau qui transportait des migrants a fait naufrage près de l'île grecque Farmakonisi alors qu'il était remorqué par les garde-côtes grecs, entraînant la mort de 11 Afghans. Selon les témoignages des survivants, les garde-côtes grecs remorquaient la petite embarcation à grande vitesse vers les côtes turques lorsque la corde s'est coupée provoquant le naufrage du bateau. Suite à la décision du procureur de la Cour militaire navale de Piré de classer les enquêtes liées au dossier « Farmakonisi » en août 2014, les survivants du naufrage ont décidé de saisir la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Ils portent plainte contre les autorités grecques en invoquant des violations du droit à la vie, de l'interdiction de la torture et du droit à un recours effectif dans le cadre des opérations des garde-côtes grecques. Les agents qui ont pris part à ces opérations affirment qu'il s'agissait d'une mission de secours.

Sources: [Amnesty International](#), 20 janvier 2015; [Pro Asyl](#), 20 janvier 2015

DÉVELOPPEMENTS NATIONAUX

FRANCE / Manifestation contre la convocation au tribunal d'une personne ayant aidé des migrants sans-papiers

Un activiste pour les droits des migrants a été convoqué au Tribunal de Dijon, accusé "d'aide au séjour irrégulier" de plusieurs immigrés auxquels il a fourni des justificatifs de domicile dont ils avaient besoin pour accéder à des aides sociales et médicales et pour remplir des demandes d'asile. Militant de la Ligue des droits de l'Homme, Paul Garrigues n'a pas fait l'objet de poursuites judiciaires mais a reçu un rappel à la loi. Environ 50 personnes étaient rassemblées mardi 27 janvier 2015 devant la Cité judiciaire de Dijon afin de protester contre la criminalisation de la solidarité envers les sans-papiers. La manifestation était organisée par un collectif de 29 associations, brandissant des pancartes telles que "La solidarité n'est pas un crime" ou "Solidarité toujours".

Sources: [Bien Public](#), 28 janvier 2015; [Macommune.info](#), 27 janvier 2015

FRANCE / Au lendemain des attaques à Paris, un "héro" anciennement sans-papier a obtenu la nationalité française

Autrefois sans-papier, Lassana Bathily a été naturalisé français le 20 janvier 2015 pour avoir aidé à sauver les vies de plusieurs personnes durant l'attaque du supermarché casher à Paris le 9 janvier 2015. L'attaque du supermarché était liée aux meurtres de 12 personnes au siège du magazine satirique Charlie Hebdo deux jours plus tôt, le 7 janvier. En plein cœur de ces événements, Lassana Bathily, employé du supermarché, a aidé plusieurs clients à se cacher dans la chambre froide avant de s'échapper et d'informer la police de ce qui venait d'arriver. La police avait d'abord présumé qu'il faisait partie des meurtriers. Agé de 24 ans et originaire du Mali, Lassana Bathily est arrivé en France à l'âge de 16 ans. A 18 ans, il fit une demande de carte de séjour, qui lui fut refusée, le laissant en situation irrégulière. Après avoir reçu une attention médiatique importante qui mettait souvent en avant le fait qu'il était un musulman qui a sauvé la vie de plusieurs Juifs, il a appris qu'il recevrait la nationalité française pour ses actes "héroïques". Le Ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, et le Premier Ministre, Manuel Valls, ont tous deux participé à sa cérémonie de naturalisation.

Source: [Le Monde](#), 20 janvier 2015

ALLEMAGNE / Rapport 2013 sur la Migration : plus de 32 500 migrants sans-papiers arrêtés aux frontières et dans les aéroports

L'Agence fédérale allemande pour la migration et les réfugiés (Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, BAMF) a publié le 21 janvier 2015 son Rapport sur la Migration pour l'année 2013. Le nombre d'arrestations de migrants sans-papiers aux frontières allemandes et dans les aéroports a augmenté pour atteindre 32 533 arrestations en 2013, contre 25 670 en 2012. Toutefois, ce chiffre n'inclut pas les migrants qui séjournent en Allemagne de façon irrégulière et qui ne sont pas connus des autorités. Le nombre d'arrestations de trafiquants a augmenté de 70,6% en 2013 par rapport à 2012. Le nombre d'expulsions a atteint 10 198 par rapport à 7 651 en 2012. Pour télécharger le Rapport 2013 sur la Migration et consulter les éditions précédentes, cliquez [ici](#).

Sources: [Bundesamt für Migration und Flüchtlinge](#), 21 janvier 2015; [N24](#) 4 janvier 2015

ALLEMAGNE / Le mouvement d'asile dans les églises résiste aux critiques

Lors d'un meeting du Parti Chrétien-Démocrate (CDU) en janvier 2015, le Ministre de l'Intérieur allemand, Thomas de Maizière (CDU), a critiqué les églises qui offrent un toit aux migrants sans-papiers et aux réfugiés. Il

a remis en cause la légitimité du droit d'asile dans les églises et a déclaré que les partisans de l'asile dans les églises défiaient les lois existantes. Les représentants de l'Eglise catholique et de l'Eglise protestante en Allemagne ont répondu aux critiques en se référant au cadre international des droits humains et à leur conviction chrétienne d'aider ceux qui sont dans le besoin.

Sources: [Spiegel online](#), 30 janvier 2015; [Evangelischer Pressedienst](#), 6 février 2015

GRECE / Les migrants sans-papiers instrumentalisés dans les négociations de la dette de la Grèce avec l'UE

Panos Kammenos, Ministre de la Défense, et Giannis Panousis, Vice-ministre de l'Intérieur grec, ont affirmé qu'ils fourniraient des autorisations de voyage à des "centaines de milliers de migrants sans-papiers" pour qu'ils puissent rejoindre l'Allemagne ou d'autres pays d'Europe de l'Ouest si l'eurozone n'accepte pas leurs demandes concernant le paiement de la dette. Plusieurs personnalités politiques et responsables allemands ont exprimés leur outrage et ont menacé de faire sortir temporairement la Grèce de la zone Schengen. La Grèce a des difficultés avec l'arrivée de nombreux demandeurs d'asile et de migrants ainsi que des coupes sévères dans les dépenses publiques. Des organisations de la société civile de toute l'Europe demandent une révision de la réglementation de Dublin, ainsi que plus de soutien envers les pays de la frontière Sud de l'Europe tel que la Grèce.

Sources: [Handelsblatt](#) 28 février 2015; [The Local](#), 9 mars 2015; [Deutsche Presse Agentur](#), 9 mars 2015

PAYS-BAS / Cour néerlandaise : le système de sécurité sociale néerlandais viole les droits à l'assistance médicale et au logement des migrants sans-papiers

Le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a statué le 10 novembre 2014 sur le cas de la Conférence des Eglises d'Europe contre les Pays-Bas, disant que l'actuel système de sécurité sociale néerlandais viole les droits des migrants sans-papiers. Le comité considère également que le système de sécurité sociale néerlandais n'est pas conforme aux articles 13.4 et 31.2 de la Charte sociale européenne, se référant respectivement au droit à l'assistance sociale et médicale et au droit au logement. Le gouvernement néerlandais a depuis refusé d'appliquer la décision du Comité. Le 15 janvier 2015, la Cour de La Hague a soutenu la décision du Comité en concluant que l'absence d'abris, de nourriture et de vêtements pour les migrants sans-papiers allait à l'encontre la dignité humaine et constituait un traitement inhumain. Ces biens devraient donc être fournis par le gouvernement. Pour lire la décision de la Cour en néerlandais, cliquez [ici](#).

Source: Stichting Los Nieuwsbrief ([anglais](#) et [néerlandais](#)), 19 janvier 2015

ETATS UNIS / Nouvelles données sur les populations de migrants sans-papiers et le coût de l'application de la loi

Une étude de l'American Action Forum publiée le 6 mars 2015 démontre que le gouvernement américain aurait dépensé approximativement 400 à 600 milliards de dollars pour arrêter, détenir, poursuivre et expulser environ 11,2 millions de migrants sans-papiers aux Etats-Unis et pour empêcher leur entrée irrégulière sur le territoire. Ce processus durera environ 20 ans et diminuera le nombre de travailleurs de 11 millions et réduira le PIB réel de 1600 milliards de dollars selon cette [étude](#). Une autre [étude](#), intitulée "Le chemin vers un statut d'immigration régulier : résultats et conséquences de l'enquête PERSON" ("Paths to Lawful Immigration Status: Results and Implications from the PERSON Survey") s'intéresse au fait qu'un certain pourcentage de migrants sans-papiers sont potentiellement admissibles pour la régularisation. Elle démontre que plus de 14% des personnes qui pouvaient bénéficier d'une dérogation temporaire à la procédure d'expulsion par l'« action défermée pour les arrivées pendant l'enfance » ([Deferred Action for Childhood Arrivals](#) (DACA)) sont aussi admissibles pour d'autres formes de dérogations.

Sources: [The Atlantic](#) 6 mars 2015; [Center for Migration Studies](#), 4 décembre 2014; [Center for Migration Studies](#), 10 décembre 2014

SOINS DE SANTÉ

NORVÈGE / 11 organisations encouragent le gouvernement à donner accès aux soins de santé aux migrants irréguliers

Un groupe de 11 organisations a envoyé une lettre au gouvernement norvégien le 27 Janvier 2015 pour l'exhorter à donner accès aux soins de santé aux migrants sans-papiers sur la base de leurs besoins, de l'éthique professionnelle et des droits humains. Les organisations sont la Croix-Rouge Norvège, City Church Mission, Amnesty International Norvège, Médecins sans frontières Norvège, le Centre Antiraciste, l'organisation norvégienne pour les demandeurs d'asile, la fondation internationale de la tuberculose LHL, Peoples Aid Norvège, l'Association norvégienne des médecins, l'Association norvégienne des infirmières, et l'Association norvégienne des sages-femmes. La lettre est disponible [ici](#) (en norvégien).

NOTE DE SYNTHÈSE POLITIQUE / La violence conjugale contre les femmes migrantes et les femmes de minorités ethniques

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié une note de synthèse politique intitulé «Prévention et lutte contre la violence conjugale à l'encontre des femmes migrantes et des femmes de minorités ethniques: le rôle du secteur de la santé". Il présente des éléments clés et formule des recommandations pour les systèmes et les politiques de santé, les établissements de santé et les prestataires des services de santé. Cette note de synthèse politique mentionne également les obstacles auxquels les femmes sans-papiers doivent faire face lorsqu'elles essayant d'accéder aux soins de santé, tel que les restrictions juridiques et la peur de l'expulsion. Dans ce contexte, le rapport recommande de coopérer avec la police de façon à garantir la confidentialité, la sécurité et l'accès continu aux services sans que cela affecte le statut de résidence des femmes. La note de synthèse politique peut être consultée [ici](#) (en anglais).

SUISSE / RAPPORT / Vue d'ensemble et recommandations pour améliorer l'accès et la qualité des soins de santé pour les populations vulnérables en Suisse

La Plateforme nationale pour l'accès aux soins de santé des sans-papiers en Suisse a publié un rapport sur les obstacles et les défis rencontrés par les migrants en situation irrégulière qui tentent d'accéder aux services de santé en Suisse. Une version résumée du document est disponible en [Allemand](#), [Français](#), et [Italien](#). Une version extensive du document [Accès aux soins des vulnérables \(version détaillée\)](#) est disponible en Français et fournit une analyse plus poussée.

EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL ÉQUITABLES

HONG KONG / Une femme condamnée pour torture et de maltraitance d'une travailleuse domestique indonésienne

Le 10 février 2015, une Hongkongaise qui maltraitait et torturait son employée de maison indonésienne a été déclarée coupable de 18 chefs d'accusation incluant agression, blessures corporelles graves, intimidation criminelle, défaut de paiement de salaire et défaut de congés. Des photos montrant les blessures de la travailleuse domestique, Erwiana Sulistyaningsih, ont eu une large retombée il y a un an environ et ont déclenché des manifestations contre les mauvais traitements des travailleurs domestiques immigrés (voir [Bulletin PICUM](#), 27 janvier 2015). La Cour a notamment été informée que l'employeuse, Law Wan-tung, a donné un coup de poing dans la bouche de Sulistyaningsih, lui brisant ses dents, lui a mis un tube d'aspirateur en métal dans la bouche, lui a coupé les lèvres, l'a forcé à rester debout nue dans la salle de bains en hiver pendant qu'elle l'aspergeait d'eau et dirigeait un ventilateur sur elle.

Source: [Al Jazeera](#), 10 février 2015

ROYAUME UNI / La Cour de Justice maintient l'immunité diplomatique dans un cas de traite de travailleurs domestiques

Lors de son jugement du 5 février 2015, la Cour d'appel du Royaume-Uni a maintenu l'immunité diplomatique des accusés, laissant leurs employés domestiques sans recours. Le cas de Reyes & Suryadi contre Malki concernait des travailleurs domestiques migrants que les autorités britanniques considèrent comme victimes de traite des êtres humains, et qui demandaient une compensation pour discrimination raciale, harcèlement et

retenue de salaires par leur employeur, un diplomate saoudien, à Londres. Le diplomate a demandé avec succès le maintien de son immunité diplomatique, invoquant la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Sources: [Courts and Tribunals Judiciary](#), 5 février 2015; [Kalayaan](#), 5 février 2015

ETATS UNIS / La coalition des travailleurs Immokalee (Coalition of Immokalee Workers - CIW) a reçu la Médaille présidentielle pour ses efforts exceptionnels en matière de lutte contre la traite d'êtres humains

Le 29 janvier 2015 à la Maison Blanche, le secrétaire d'Etat américain John Kerry a présidé la cérémonie de remise de la Médaille présidentielle 2015 à la coalition des travailleurs Immokalee (Coalition of Immokalee Workers - CIW) pour ses efforts exceptionnels en matière de lutte contre le trafic d'êtres humains dans les chaînes d'approvisionnement. La CIW a innové en créant un modèle de responsabilité sociale basée sur les travailleurs, intitulé le Programme pour de la nourriture équitable (Fair Food Program), qui permet aux travailleurs de participer à la dénonciation de l'exploitation et de la maltraitance, et d'éradiquer l'esclavage moderne dans les champs de tomates en Floride.

Sources: [The White House blog](#), 29 janvier 2015; [Freedom Network USA](#), 29 janvier 2015

FEMMES SANS-PAPIERS

GRANDE BRETAGNE / Des survivantes de violences sexuelles détenues et exposées à de nouveaux abus

[Women for Refugee Women](#) a publié en janvier 2015 un [rapport](#) montrant que le gouvernement britannique met en détention des femmes qui ont survécu à des viols, des violences sexuelles et d'autres formes de torture. Parmi les 34 femmes interviewées au centre de rétention Yarl's Wood, 19 ont déclaré avoir été violées dans leurs pays d'origine ; 21 femmes ont subi d'autres formes de violence sexuelle ; 28 ont été victimes de persécution liée au genre dans leur pays d'origine (y compris le viol, l'agression sexuelle, le mariage forcé, la prostitution forcée ou la mutilation génitale féminine). Le rapport note également que le coût de détention d'un individu dans un centre de rétention est de 37 320£ par an. Le rapport se fonde sur les découvertes du rapport 2014 de Women for Refugee Women.

Source: [ECRE Weekly Bulletin](#), 23 janvier 2015

ETATS UNIS / Une femme sans papier devient avocate au barreau

Vanessa Pumar, une migrante sans-papiers arrivée aux Etats Unis avec ses parents à l'âge de 12 ans, a prêté son serment d'avocate en Californie le 30 janvier 2015 après avoir réussi l'examen du barreau de l'Etat de Californie. Mme Pumar est la première bénéficiaire du programme « action différée pour les arrivées pendant l'enfance » (Deferred Action for Childhood Arrivals (DACA)), un programme qui ajourne l'expulsion de jeunes sans-papiers, à devenir une avocate aux Etats-Unis. Ayant décidé d'étudier le droit pour comprendre le statut migratoire de ses parents, elle a maintenant accepté de travailler comme représentante juridique de la Coalition pour les droits humains des migrants (Coalition for Humane Immigrant Rights) de Los Angeles, afin d'aider la communauté dont elle fait toujours partie.

Sources: [NBC Los Angeles](#), 29 janvier 2015; [Orange County register](#), 28 janvier 2015

ENFANTS ET LEURS FAMILLES SANS-PAPIERS

FRANCE / Appel à signatures pour une pétition appelant à interdire les tests d'âge osseux sur les enfants non accompagnés

Un appel à signatures a été lancé en janvier 2015 pour interdire l'utilisation des tests d'âge osseux pour déterminer l'âge des enfants migrants non accompagnés. Si les enfants non accompagnés sont déclarés mineurs, ils seront pris en charge par l'État, mais s'ils sont reconnus majeurs, ils deviennent expulsables et peuvent être condamnés à de l'emprisonnement pour avoir trompé les autorités sur leur identité. Des médecins et des juristes ont dénoncé le manque de fiabilité de ces tests pour déterminer l'âge des enfants et s'inquiètent de leurs répercussions éthiques et juridiques. Pour signer la pétition, cliquez [ici](#).

Source: [Le Monde](#), 17 janvier 2015

UE / PUBLICATION / Un explicatif sur la pauvreté infantile dans l'Union européenne maintenant disponible dans huit langues

Le guide de Eurochild et EAPN "Vers le bien-être des enfants en Europe: explicatif sur la pauvreté infantile dans l'Union européenne" ('Towards Children's Well-Being in Europe: Explainer on child poverty in the EU') lancé en 2013 est maintenant disponible dans huit langues : anglais, espagnol, estonien, français, italien, macédonien, polonais et slovaque. Le guide vise à sensibiliser l'opinion publique sur la pauvreté infantile en Europe et note que le groupe des enfants de migrants sans-papiers risque le plus de souffrir de pauvreté absolue ou extrême. Le guide est disponible dans les huit langues [ici](#).

Source: [Eurochild - eNews Bulletin](#), février 2015

EUROPE / Jusqu'à 50% des enfants migrants non accompagnés qui arrivent en Europe disparaissent

Selon l'organisation Missing Children Europe, chaque année jusqu'à la moitié des enfants migrants non accompagnés qui arrivent en Europe et sont placés dans des centres d'accueil disparaissent, beaucoup dans les 48 heures. Si certains s'enfuient de peur d'être renvoyés, d'autres deviennent victimes de traite et d'exploitation sexuelle. Le ministre italien de l'Intérieur, Angelino Alfano, a déclaré que 26% des enfants migrants qui sont arrivés en Italie en bateau ont disparu en 2014. Des rapports de Suède ont affirmé que plusieurs enfants non accompagnés disparaissent des centres de prise en charge de l'état et l'année 2014 a établi un record pour la dernière décennie avec 374 enfants disparus (comparés aux 347 en 2013). Dans les dix dernières années plus de 2000 enfants non accompagnés ont disparus en Suède.

Sources: [Missing Children Europe](#), 2 décembre 2014; [The Local](#), 15 janvier, 2015; [Sveriges Radio](#), 9 février 2015; [Sveriges Television](#), 12 février 2015

IRLANDE / Niveau de protection des droits des enfants migrants : « Inacceptable »

Le 23 février 2015 Children's Rights Alliance a publié le rapport « [Bulletin Scolaire 2015](#) » (Report Card 2015), le septième de sa série annuelle de Bulletins Scolaire. Le Bulletin Scolaire a évalué la performance du gouvernement irlandais concernant les questions qui touchent les enfants par rapport aux engagements déclarés dans le Programme pour le Gouvernement 2011-2016, et lui donne la note E+ pour les enfants migrants. Le système de notation irlandais va de A (très bien) à F (échec) et le rapport définit E comme « inacceptable, allant dans la mauvaise direction, sans aucun impact positif sur les enfants ». Tout en reconnaissant les progrès modestes, le rapport demande au gouvernement d'adopter "le projet de loi pour la protection internationale" (International Protection Bill) et "le projet de loi sur la migration et la résidence" (Immigration and Residence Bill) et recommande que ces deux projets soient conformes à la Convention de l'ONU relative aux droits des enfants.

Source: [Eurochild - eNews Bulletin](#) – février 2015

RAPPORT / Document de travail UNICEF sur le rapatriement d'enfants non-accompagnés ou séparés

UNICEF a publié un [rapport](#) en février 2015 intitulé "Les droits des enfants dans les politiques et les pratiques de retour en Europe. Un document de travail sur le retour des enfants non-accompagnés et séparés dans les centres d'accueil ou les familles" (Children's rights in return policy and practice in Europe. A discussion paper on the return of unaccompanied and separated children to institutional reception or family). Le rapport a été écrit avec les contributions de UNICEF Pays Bas, Belgique, Danemark, Norvège, Royaume-Uni et Suède, et souligne les principales préoccupations concernant les politiques et les pratiques de rapatriement des enfants migrants non-accompagnés et séparés. UNICEF s'inquiète que les efforts gouvernementaux pour intensifier les rapatriements des enfants non accompagnés et séparés puissent conduire à des déficiences dans la protection de ces enfants et à une considération insuffisante de leurs droits et intérêts supérieurs. Le document fournit une présentation des données disponibles et des points de vue des enfants ainsi qu'un nombre de considérations pour les gouvernements. Lire le rapport [ici](#).

ROYAUME UNI / RAPPORT / Violations continues des droits des enfants sans papier

L'Alliance pour les droits des enfants en Angleterre (Children's Rights Alliance for England (CRAE)) a publié le rapport "L'état des droits des enfants en Angleterre" (State of Children's Rights in England (SCRE)), qui examine les progrès des droits de l'enfant en Angleterre. Un chapitre est consacré à la migration, l'asile et la traite des enfants, et souligne les enjeux clés concernant la détention des migrants et la séparation des familles. Le rapport

recommande, entre autres, un statut durable pour tous les enfants non accompagnés et séparés et que les enfants ne soient plus détenus. Lire le rapport [ici](#).

DÉTENTION ET EXPULSION

AUTRICHE / Rapport national sur la détention

Dans le cadre de sa série de rapports nationaux, Global Detention Project a publié en janvier 2015 un rapport national sur la détention en Autriche. L'Autriche a ouvert son premier centre de détention pour migrants début 2014. Auparavant, le pays utilisait presque exclusivement les Centres de Détention de la Police (PAZ) pour enfermer les migrants. Cette forme de détention des migrants a été critiquée par les institutions des droits humains. Les résultats montrent qu'au cours de ces dernières années l'Autriche a enfermé moins de personnes pour des motifs liés à l'immigration. Entre 2009 et 2013, le nombre annuel de détenus a diminué d'environ 30%, de 5,996 en 2009 à 4,171 en 2013. Pour lire ce rapport et accéder aux autres rapports nationaux de la série, cliquez [ici](#).

FINLANDE / RAPPORT / L'application pratique de la loi finlandaise sur la détention des migrants

Dans le cadre du projet international de recherche "Le droit et l'autre dans l'Europe post-multiculturelle" (Law and the other in post-multicultural Europe), l'université d'Helsinki a finalisé en janvier 2015 un [rapport](#) qui donne un aperçu de l'application pratique du système juridique finlandais qui régleme les conditions de détention des migrants dans le pays. L'étude comprend des données recueillies à partir de 167 cas de détention entendus par le Tribunal de District de Helsinki entre février et mai 2013. Le rapport signale que, entre 2008 et 2012, le nombre d'enfants détenus chaque année varie entre 10 et 24. Les résultats du rapport soulignent que les alternatives à la détention sont rarement employées et que le risque de fuite est devenu le motif de détention le plus courant; faire l'objet d'une procédure d'expulsion est considéré comme une raison pour un risque de fuite. Le rapport "Détention administrative des migrants dans le Tribunal du District d'Helsinki" (Administrative Detention of Migrants in the District Court of Helsinki) est disponible [ici](#).

GRÈCE / Le gouvernement annonce des changements dans les pratiques de détention des migrants

Yannis Panousis, Ministre délégué à la Protection des Citoyens, et Tasia Christodouloupoulou, Ministre aux Politiques de Migration, ont annoncé le 17 février 2015 leur plan pour remettre en liberté tous les migrants qui ont passé six mois dans un centre de détention du pays. Le plan prévoit la libération des migrants vulnérables, y compris les enfants, les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes avec de graves problèmes de santé. Les Ministres se sont aussi engagés à ce que les migrants ne soient plus détenus pendant plus de 18 mois et à ce que le centre de détention Amygdaleza soit finalement fermé. Ces déclarations ont été faites suite à la mort de trois migrants dans le centre de détention d'Amygdaleza en février 2015.

Sources: [Déclaration Commune de Amnesty International et du Conseil Grec pour les Réfugiés](#), 11 février 2015; [To Vima](#), 18 février 2015 ; [Greek Reporter](#), 14 février

ITALIE / Appel à la fermeture des centres de détention

[Des organisations de la société civile](#), avec le soutien du membre du Sénat italien, [Luigi Manconi](#), ont demandé aux autorités de fermer le Centre pour l'Identification et l'Expulsion (CIE) de Bari, Italie, après la mort d'un migrant en détention. Depuis que la période maximale de détention pour les migrants a été réduite, passant d'un maximum de 18 mois à un maximum de 90 jours, les cinq centres de rétention (CIE) actuellement ouverts dans le pays accueillent un total de 749 migrants en détention.

Sources: [La Repubblica](#), 16 février 2015; [Class Action Procedimentale](#), 14 février 2015; [Lettera 43](#), 7 février 2015.

NORVEGE / Détention illégitime d'enfants

Un nouveau rapport de l'Organisation Norvégienne pour les Demandeurs d'Asile (Norwegian Organisation for Asylum Seekers (NOAS)), intitulé "La liberté d'abord – un rapport sur les alternatives à la détention" '[Freedom First - a report on alternatives to detention](#)', a constaté que des enfants sont détenus illégalement dans le centre de détention Trandum (le seul centre de détention en Norvège). Publié en février 2015, le rapport constate que le manque de régulation adéquate pour la détention des enfants et des familles se traduit par une application

arbitraire de la loi et une violation des droits des enfants migrants. Lisez le rapport en norvégien [ici](#).
Source: [NOAS release](#), 26 février 2015

PUBLICATION / Projet “Made Real”: Alternatives à la détention des migrants dans l’UE

Dans le cadre du [projet Made Real](#) financés par l’UE, le réseau Odysseus a publié en janvier 2015 un rapport sur les « [Alternatives à la détention des migrants et demandeurs d’asile](#) » (Alternatives to Immigration and Asylum Detention in the EU). Le rapport décrit les mesures actuellement utilisés comme alternatives à la détention, y compris l’obligation de se présenter régulièrement aux autorités; le dépôt une garantie financière; l’assignation à résidence; le parrainage par un citoyen du pays ou un résident de longue durée; une résidence désignée dans un centre public ainsi que le bracelet électronique. Le rapport souligne qu’alors que les alternatives à la détention sont toujours trop peu utilisées dans l’UE, un ensemble de pratiques sont disponibles dans certains Etats membres.

ROYAUME UNI / RAPPORT / Enquête sur le recours à la détention des migrants

Une enquête conjointe sur le recours à la détention des migrants menée par le groupe parlementaire multipartite sur les réfugiés et le groupe parlementaire multipartite sur la migration au Royaume Uni a été publiée le 3 mars 2015. Le groupe des parlementaires recommande au prochain gouvernement d’introduire un délai maximal de 28 jours pour la détention de migrant au Royaume-Uni. Entre autres, le groupe recommande que les femmes victimes de viol et de violence sexuelles ne soient plus détenues et que les femmes enceintes ne soient jamais détenues pour des raisons migratoires. Depuis 2010, le nombre d’enfants migrants détenus a diminué avec 131 enfants détenus de janvier à septembre 2014. Bien que le groupe se félicite de cette diminution, il exprime aussi sa préoccupation concernant le fait que des enfants sont détenus dans des centres pour adultes. Le groupe a aussi entendu directement les détenus. Les éléments de preuves fournis sont disponibles [ici](#). À la veille de la parution du rapport, Channel 4 News a diffusé des [images](#) obtenues en caméra cachée dans le centre de détention de Yarl’s Wood, montrant les mauvais traitements subis par les migrants détenus. Pour visionner le rapport cliquez [ici](#).

Source: [Right to Remain](#), 3 mars 2015

PUBLICATIONS ET AUTRES RESSOURCES

RAPPORT MONDIAL / Les migrants sans-papiers sont marginalisés dans l’UE

Human Rights Watch (HRW) a publié son Rapport mondial 2015 le 29 janvier 2015. La 25^{ème} édition du Rapport mondial annuel de HRW résume l’état des droits humains dans plus de 90 pays et territoires au cours de l’année 2014. Le rapport est divisé entre une section d’analyse et plusieurs chapitres dédiés à chaque pays. De nombreuses violations des droits humains des migrants sans-papiers sont constatées dans les chapitres sur la situation des droits humains dans plusieurs pays de l’UE. Tout en examinant les politiques de migration et d’asile de l’Union européenne, le rapport relève des préoccupations quant à l’accès limité aux soins de santé pour les migrants sans-papiers dans plusieurs Etats membres de l’UE, ainsi que la criminalisation des migrants sans-papiers. Pour acheter ou télécharger le rapport complet cliquez [ici](#).